

15 février 2007 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Déclaration de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur les relations franco-africaines et sur les efforts de la France en faveur de la paix et du développement en Afrique, à Cannes le 15 février 2007.

Majestés,

Messieurs les chefs d'Etat,

Madame la chancelière, présidente de l'Union européenne, chère Angela,

Messieurs les chefs de gouvernement,

Mesdames et messieurs les chefs de délégations,

Un mot également pour saluer la Commission et notre ami Louis Michel qui est toujours extrêmement attentif, autant que ses moyens le lui permettent, à tous les problèmes du continent africain.

Mes chers amis,

Vous me permettrez tout d'abord de remercier, en notre nom à tous, nos rapporteurs du forum M. Erik Orsenna de l'Académie française et Melle Christine Kelly. Ils nous ont rapporté les travaux qui ont été effectués, avec beaucoup de clarté, avec beaucoup d'intelligence. Je les en remercie.

Mes chers amis,

L'humanité est entrée dans un âge où les destins des peuples sont en fait indissolublement liés : un nouveau monde dont l'avenir ne peut se dissocier de celui de l'Afrique.

Car l'Afrique, dont il ne faut jamais oublier qu'elle est le berceau de l'homme et de l'humanité, est dépositaire de trésors de sagesse et de culture, trésors qui permettent en réalité un autre regard sur la modernité. L'Afrique, on l'a dit, c'est une démographie exceptionnelle, richesse et défi à la fois. Ce sont d'immenses ressources naturelles, porteuses de développement, mais qui attirent, aussi, bien des convoitises. C'est un élan, grâce au dynamisme de ses peuples, mais ce sont également des handicaps hérités de l'histoire. Ce sont des crises, des blessures au flanc même du monde, dont la communauté internationale ne peut détourner les yeux car, aujourd'hui, les désordres régionaux ont souvent des répercussions planétaires.

L'Afrique et le monde sont en fait à la croisée des chemins. Avec cette question majeure : quelle place pour l'Afrique dans la mondialisation ? De deux choses l'une. Soit la facilité du court terme et les autres égoïsmes l'emportent, et l'Afrique peut, une nouvelle fois, être mise au pillage, laissée pour compte de la prospérité, isolée dans ses difficultés. Ce serait un danger immense pour le monde entier.

Soit nous relevons le défi du développement et l'Afrique prendra toute sa place dans la mondialisation pour devenir un pôle de paix et de prospérité, ce qu'elle a vocation à être.

Nous sommes réunis parce que nous sommes convaincus que rien n'est joué. Que l'Afrique a tous les atouts et toutes les chances. Parce que, conscients des défis, nous savons aussi que tout est possible dans ce monde où il n'y a plus de situation acquise, où les cartes sont constamment rebattues.

Nous sommes réunis parce que la France aime l'Afrique, se sent liée à elle par les engagements de la fraternité, de l'histoire et, tout simplement, du coeur. Avec, pour ce qui me concerne, une double conviction : il n'y aura pas de mondialisation réussie sans une Afrique forte et confiante. Mais les efforts de l'Afrique seraient réduits à néant, si le monde ne l'épaulait pas dans sa marche vers l'avenir.

.....

C'est pourquoi je suis particulièrement heureux de vous accueillir ici, à Cannes. Votre présence témoigne de la relation d'exception entre la France et l'Afrique. Elle me touche d'autant plus que j'ai tissé, de longue date, des liens personnels avec beaucoup d'entre vous et, vous le savez, j'aime et je respecte l'Afrique.

Lors de notre dernière rencontre, la jeunesse africaine avait exprimé ses attentes : le Président TOURÉ nous a dit les efforts faits pour y répondre, et la conférence de suivi de Bamako montre le succès de cette entreprise. D'autres avancées se préparent. Car c'est une Afrique nouvelle qui prend forme sous nos yeux avec l'ambition légitime de tenir toute sa place dans le monde d'aujourd'hui.

Voilà à peine vingt ans, plus d'une dizaine de foyers de crise étaient allumés à travers le continent. Dans plusieurs Etats, minés par l'instabilité, l'ingérence étrangère défiait les souverainetés des peuples. Les efforts de médiation étaient balbutiants.

Aujourd'hui, la démocratie s'installe, et que de conflits résolus ! L'engagement des organisations africaines et internationales porte ses fruits, comme au Liberia, en Sierra Leone, dans la Région des Grands Lacs et, aussi, pour faire cesser la guerre entre l'Ethiopie et l'Erythrée, ou le conflit du Sud-Soudan. Tout récemment, la tenue d'élections libres en République démocratique du Congo a scellé la réconciliation d'une nation.

La paix n'aurait pu s'imposer sans l'engagement vigoureux de l'Union africaine pour condamner les coups de force, pousser au dialogue et à la tenue d'élections régulières. Sa création a changé les choses. Son ambition éclaire d'un jour nouveau les perspectives politiques et économiques du continent. Il faut aider l'Union africaine y compris, je l'ai dit à l'ONU et à l'Union européenne, sur le plan financier et matériel pour rendre plus efficace son action, ou la rendre tout simplement possible.

Il faut aussi saluer le NEPAD qui organise, mobilise et dresse les priorités. Dans les années qui viennent, ce seront des milliers de kilomètres d'infrastructures, de nouveaux barrages, et demain, je l'espère, comme un symbole de l'Afrique nouvelle, le pont entre Kinshasa et Brazzaville.

Grâce à la réussite de certains Etats qui s'affirment parmi les pays émergents, l'image d'une Afrique paupérisée n'est plus le reflet de la réalité : la croissance moyenne du continent dépasse 5%. Avec les rencontres "Afrique Avenir", j'ai voulu mettre en valeur ces réussites africaines, celles des créateurs, entrepreneurs, dirigeants, artistes, et ils sont essentiels, qui sont les forces vives du continent. Ils incarnent l'Afrique dynamique, engagée pleinement dans la marche du monde.

La société civile africaine s'organise et pèse de plus en plus. Elle attend plus d'équité, plus de transparence, plus de liberté. Un mouvement s'amplifie pour le respect des droits de l'Homme, la bonne gestion des affaires publiques, la solidarité envers les plus démunis. Il faut lui répondre. L'Afrique s'y emploie. La bonne gouvernance financière, sociale, mais aussi démocratique apporte la stabilité des institutions, l'évolution sans heurt des sociétés civiles, sans lesquelles il ne peut y avoir ni confiance ni croissance. Comme l'a très justement résumé Kofi ANNAN : "Pas de développement sans sécurité, pas de sécurité sans développement, ni développement ni sécurité sans respect des droits de l'Homme".

Grâce à la mobilisation et aux talents des Africains, l'Afrique progresse et participe à l'élan du monde. Mais le continent demeure confronté à des défis considérables : politique, écologique, économique et démographique.

Défi politique d'abord. La tragédie du Darfour en est le malheureux témoignage. Je salue votre engagement à tous, à Addis-Abeba. C'est l'honneur de l'Afrique que de refuser la fatalité de cette catastrophe humanitaire qui menace toute la région. La communauté internationale et l'Union africaine se sont engagées. J'appelle tous les belligérants et le gouvernement du Soudan à écouter leur voix. À accepter le déploiement d'une force de paix. À cesser les attaques, à respecter les populations civiles et les personnels humanitaires. À comprendre l'impasse et l'horreur d'une politique du pire et faire ainsi le choix de la réconciliation.

Mais il est d'autres défis. Le défi écologique. La crise environnementale est mondiale. L'Afrique subit plus durement que d'autres l'impact du changement climatique. Elle voit s'aggraver la

désertification, la déforestation, la raréfaction des sols arables et des ressources en eau douce. C'est pourquoi je propose à tous les pays africains d'appuyer la création d'une Organisation des Nations Unies pour l'Environnement, capable de mettre en oeuvre des politiques efficaces dans ce domaine. Je les appelle à de nouvelles actions exemplaires pour protéger les richesses écologiques irremplaçables dont ils sont dépositaires. Dans cet esprit, la France recommande la poursuite de l'embargo sur l'exploitation des forêts primaires de République Démocratique du Congo aussi longtemps que l'État congolais ne pourra exercer pleinement sa vigilance, ce que je le sais, il a l'intention de faire.

Défi démographique et économique. L'Afrique pourrait voir sa population doubler au cours du prochain demi-siècle. Qui ne comprend qu'au rythme actuel, elle n'est pas en état de garantir seule à tant de nouveaux enfants l'éducation, les soins de santé, l'alimentation et les perspectives d'emploi qu'ils sont en droit d'attendre et d'exiger ?

Il appartient à chaque pays africain de décider de sa politique démographique. Mais il est du devoir de l'Afrique et du monde de prendre conscience des enjeux.

Les choix économiques seront capitaux. L'Afrique est riche, mais les Africains ne le sont pas. Le continent détient le tiers des réserves minérales de la planète. C'est un trésor. Mais il ne doit être ni pillé, ni bradé. Pour cela, il faut le concours des entreprises et des pays les plus demandeurs. Il faut plus de transparence et s'inspirer de l'expérience du processus de Kimberley et de l'initiative EITI, à laquelle s'associent la plupart des pays africains.

Il faut bâtir une économie qui ne soit pas trop dépendante des matières premières et de leur volatilité, en accroissant la compétitivité des filières agricole ou industrielle, en développant un secteur tertiaire moderne qui s'intègre dans les réseaux mondiaux.

L'Afrique a aussi sa place dans la société de l'information : les nouvelles technologies sont une des clés qui lui permettront d'entrer de plain-pied et sans délai dans la mondialisation.

Il faut enfin veiller, et c'est là une responsabilité collective, à ce que l'insertion de l'Afrique dans les échanges internationaux se fasse dans le respect de l'équité. Je pense en particulier au coton. Il est temps que les pays riches cessent de subventionner leurs producteurs au détriment de ceux du Sahel qui ont là leur unique source de revenu. Cette attitude est inacceptable et inhumaine. Il est temps d'admettre que les pays africains seraient les premiers perdants du cycle de Doha si l'on prétendait supprimer les avantages des pays les moins avancés. Il faut y penser.

Chers Amis,

Pour la France, l'Afrique ne sera jamais un partenaire comme un autre. Depuis douze ans, j'ai tenu à ce que, tout en assumant dans la fidélité son héritage historique, elle accompagne les évolutions du continent dans un esprit nouveau. Il s'agissait de refonder nos liens dans une relation tournée vers l'avenir, de les élargir à l'ensemble du continent pour tenir compte des enjeux globaux.

Tous les dispositifs français de coopération, civile et militaire, ont été rénovés. Avec un maître mot : le partenariat. Avec deux impératifs : stabilité et solidarité.

La France respecte et continuera de respecter les accords de défense qui la lient à plusieurs Etats africains. Là où l'Afrique et la communauté internationale le demanderont, elle continuera à prendre toutes ses responsabilités. Qu'il s'agisse de prévenir des crises ou de traiter des conflits, elle agira dans le cadre légitime des mandats de l'ONU ou de l'Union africaine, comme ce fut le cas ces dernières années en Côte d'Ivoire, en République démocratique du Congo ou en Centrafrique.

La stabilité, c'est également veiller à l'intégrité territoriale : il s'agit pour la France d'un principe essentiel. Ainsi apportons-nous notre appui au Tchad ou à la République centrafricaine, menacés par les risques liés au Darfour. Dans le même esprit, nous avons conduit, avec des contingents de l'Union européenne en 2003, une opération de stabilisation dans l'Est du Congo.

Mais l'expérience enseigne que la stabilité des Etats dépend avant tout du calendrier démocratique et de la régularité des élections. Les crises prennent souvent naissance dans des scrutins discutables, qui entachent la légitimité du nouvel élu. Il faut renforcer l'état de droit.

Nous appuyons les fortes convictions de l'Union Africaine à cet égard. C'est cet esprit qui nous

anime en Côte d'Ivoire, pays que je souhaite voir retrouver la voie de sagesse et de développement qui en avait fait, sous la sage impulsion du Président HOUPHOUET-BOIGNY, du Vieux, un véritable modèle.

Notre second objectif, c'est la solidarité. Au moment où l'Afrique devient un acteur à part entière de la mondialisation, il n'est pas question de relâcher notre effort. La France a doublé, depuis ces quatre dernières années, son aide à l'Afrique. Dans notre aide bilatérale, qui progressera encore pour tenir l'objectif de 0,7% du PIB en 2012, la part de l'Afrique demeurera toujours supérieure aux deux tiers.

Et comme je m'y étais engagé à Bamako, nous accentuerons l'ouverture vers la jeunesse africaine, notamment les étudiants. Je suis heureux de constater qu'ils sont désormais plus de 110.000 dans notre cycle supérieur.

A l'engagement direct de la France s'ajoute sa mobilisation pour l'Afrique dans les instances internationales. Les regards changent. L'Afrique commence à être entourée, voire courtisée. Je m'en félicite, car je me bats depuis des années pour qu'on lui accorde davantage d'attention. De l'initiative PPTTE sur la dette au G8 de Lyon en 1996 à la création du Fonds Mondial sida à GÊNES en 2000, en passant par l'invitation de dirigeants africains à Kananaskis, Evian et Gleneagles, que de chemin parcouru ! Désormais, l'Afrique est au coeur des agendas internationaux. Je remercie chaleureusement Mme MERKEL de l'y maintenir lors du prochain G8, en Allemagne. Je connais l'intérêt actif et militant que l'Allemagne, et notamment la Chancelière, portent aux intérêts sociaux et économiques de l'Afrique. Je l'en remercie chaleureusement.

Je me félicite aussi de l'engagement plus résolu de l'Union européenne, soutenu avec force par la France, qui dès 1995 a décidé de contribuer pour près du quart au 9e FED pour maintenir la croissance de l'aide à l'Afrique. Un engagement que la présidence allemande de l'Union européenne vient de confirmer et là encore, je la remercie. Une promesse qui doit se concrétiser par la tenue, trop longtemps différée, du Sommet Afrique-Europe, au Portugal cette année.

Au Sommet du Millénaire, des engagements solennels ont été pris en faveur de l'Afrique.

Constatant que les budgets des Etats développés ne suffiraient jamais à les financer, et qu'ils ne seront pas réalisés, j'ai lancé, il y a trois ans, des travaux sur les financements innovants. Ils portent leurs premiers fruits, avec la contribution de solidarité sur les billets d'avion et UNITAID . C'est une solution de bon sens, c'est la seule solution de l'avenir. Mais cette contribution exceptionnelle sur les billets d'avions et UNITAID ne sont qu'une expérience. Il faut la développer et l'appliquer à d'autres objectifs comme l'eau, la gestion des forêts, l'éducation pour tous et notamment pour les filles. Avec vous, la France et l'Europe, porteront ces combats majeurs pour l'avenir du monde.

Mes chers Amis,

Vous le savez, j'aime l'Afrique, ses territoires, ses peuples, ses cultures. Je mesure ses besoins, je comprends ses aspirations. Je sais qu'elle porte en elle un dynamisme exceptionnel. J'ai confiance dans son avenir car j'ai la conviction que l'Afrique nouvelle est en marche. Puisse notre Sommet de Cannes montrer au monde qu'il faut désormais compter avec l'Afrique.

Je vous remercie.